

NO N A ' n0 69 , septembre-octobre 1993

prix: 2.- Fr.

L'APARTHEID

Edito

c'Unc tongue mute turbulcntw, c'esL en ces termes que le Financial Times qualifie le futur pour FAfrique du Sud (FT 10.9.93). Les milieux (Economiques se preioccu-pent surtout du manque de stabiliui dans ce pays, "prt%-c0ndition requise" pour une relance dc l'e'economie ct l'amux d'investissemens e'trangers. Mais le constat dmeasse ref'lizte largement la rehlitci.

En ef'fet, depuis la libi'aration de Nelson Mandela en 1990, 10000 personnes _presque exclusivement des Noirs- ont pe'ri ix cause de la violence. Les grands espoirs susciu'as par le tournant engage' par une partie de la classe politique blanche sud-africaine, a travers F.W. de Klerk, ont laisse' la place au d6senchanto-ment, voire au d6ssesp0ir. Les afYrontements politiqucs se m(ilangent deisormais f: des formes de handitisme urbain.

C'est dans ce contexte que PANC s'apante fl "cog(zrer", au minimum jusqu'il Pan 2000, le pays avec le Parti national, son ennemi historique. UANC est bien conscient des risques que cette d(zmarche implique.

Cependant, la volont(3 de ne pas voir YAfrique du Sud plonger dans une instabiliui totale, a pousmi l'organisa-tion de Iibe\$rat1on il faire des concessions toujours plus importantes au gouvemement. De Klerk a ainsi re'aussi son double pari: emecher que la 2 majoritz sud-africaine gouverne et rendre le parti national indispensable dans toute d(3cisi0n politique majeure dans les prochaines 81111063.

La violence rfest certes pas contrbwe par le seul gouvemement. Elle prend do\$ormais des dynamiques propres, lit5,es au lourd h(hitage de Papartheid et a la situation (Economique et sociale catastrophiques que connaît le pays. Mais le gouvemement de Klerk n03 rien fait pour endiguer une violence quWI aurait pu en grande partie enrayer, avec les moyens dont il dis- pose.

De Klerk, le "Gorbatchev" sud-africain, a montre/ son vrai visage. Celui repmsentant une classe sociale qui ne veut pas perdre les priviliges d'acoulant de de'cen-nies d'exploitation, fl travers le systizme d'apartheid. Mais la partie Nest pas pour autant termin60. La lutte pour empacher que le dc'amantizlemenL de Papartheid formel se Lraduisse par la perpduation dc I'apartheid social commence maintenant.

Andrea Cresti, Siro Petruzzella

Editeur rosponsable: Siro Petruzzella

Adroue do In r6daction: Non a l'Apartheid pa, MAAS, CP 2536, 1211 Genbve 2 deipc")!

Abonnoms: 5 n"/an: 12.-. abo d0 soutien: 20.-. GOP: 12-12140-5

Prix au numdro: 2:

Tirago: 1300

Ont collabor6 a co numdro: Cresti Andrea, Kraehenbuehl Olivier, Pelruzzel Romorcioments: a tous/toutes les autres volontaires pour l'envoi.

SOMMAIRE

p. 3 Assemble?

ge'neVale du

MAAS

p. 4 Vers un fufur
in certain

p. 10 Sebheresse

p. 12 Nehaciafions

p. 16 Violence

la Siro, Schaufelberger Etienne.

Assemblée générale

Assemblée générale du MAAS

Le MAAS a tenu son assemblée générale annuelle le samedi, 11 septembre passé à Lausanne. Vous trouverez ci-dessous un bref compte-rendu de la partie formelle. La traduction de la très intéressante intervention de Abdul Minty, directeur de la Campagne mondiale contre la collaboration militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud, se trouve aux pages 4 à 9.

Rapport d'activité du

secrétariat

Avant tout il faut dire que le journal, essentiellement composé, d'articles écrits par des membres et de traduction d'articles provenant de la presse internationale, continue à être le principal moyen d'information du Mouvement anti-apartheid. La principale action que nous avons entrepris dans les mois passés a bien visiblement mis la campagne contre la livraison des 60 Pilatus PC-7 à l'armée sud-africaine. Cette campagne a entraîné dans la bagarre le Comité spatial de l'ONU chargé de faire respecter l'embargo militaire contre l'Afrique du Sud, plusieurs organisations sud-africaines, dont PAN et la SACC, plusieurs ONG suisses et internationales, ainsi que tous les mouvements anti-apartheid et a en un effet certain. En effet, ces pressions, couplées avec le scandale autour dans la presse suite aux révélations sur les livraisons de Pilatus PC-9 à l'armée birmane et ensuite armés grâce à la participation de deux experts de la firme de Stans, ont contraint le gouvernement suisse à imposer des modifications au dispositif d'armement -souvent utilisé pour équiper ces avions avec des armes.

Autre part, la livraison -et donc la finalisation du contrat- n'a pas lieu en tout cas pas lieu avant les élections à suffrage universel d'avril prochain. Affaire à suivre.

En février passé une mini-délegation du mouvement a participé à la Conférence Internationale de Solidarité organisée par l'African National Congress à Johannesburg. Était présent plus de 300 nations du monde entier pour un total de participants qui dépassait les 800 personnes. À cette occasion YANC a aussi lancé une campagne internationale de soutien pour les Sections, à laquelle nous participons. Grâce à vos dons nous avons pour l'instant recueilli plus de 2000 francs.

Enfin, nous avons, dans ces derniers mois, décidé, de nous pencher sur des projets de développement en Afrique du Sud que nous voulions soutenir, soit directement, soit en nous portant garant auprès d'un bailleur de fonds.

Rapport des vérificateurs des comptes

L'analyse des comptes de 1992 soulève les commentaires suivants: nous constatons une baisse importante des entrées, sans qu'il y ait pour autant une chute brutale. Ce constat est également valable pour les dons au Groupe Eglise. Il faut relever que ce n'est pas tant le nombre de

donateurs qui a baiss0 sensiblement que le montant de certains dons, pouvant auparavant atteindre trois, voire quatre chiffres.

Pour ce qui est des sorties, les frais fixes (personnel, locaux...) restent plus 011 moins les miames. La baisse des frais PTT et des frais d'activiwi exprime la baisse des activiws gQwrales du MAAS en 1992 par rapport 9 1990-1991, p(griode suivant la libaation de Nelson Mandela.

La situation n'est donc pas alarmante (bilan positif de 3695.- francs), nos membres et abonnae)s continuent a d0montrer un inwer. Cependant nous devons (atre consciens que les entwes baissent constamment depuis environs deux ans et qulil nous faudra continuer a faire appel a la gwaosiw de nos membres et sympathisantXek, si nous voulons continuer notre travail d'information, principalement A travers le journal.

Rapport du Groupe Eglise

Le Groupe Eglise est actuellement en train de participer activement a la mise en place du programme de monitoring des futures d'ections sud-africaines du Centre Oecumwique de Eglises. DQA un membre du Groupe Eglise s'est porw volontaire pour cette importante tache.

La recherche continue.

Groupe Enfants

Le Groupe Enfants est actuellement investi a fond sur le soutien du projet Sakhile. Plusieurs milliers de francs ont dag ae- mcolws et envoyiis en Afrique du Sud cette annee. Le groupe travaille actuellement sur le dossier a soumettre A la F%daation Genevoise de Coopaation pour une prise en charge plus wguliQre du projet.

Groupe Anti-Apartheid

J urassien

Le GAAJ est toujours tms actif. Outre les differeintes confaences et autres manifestations culturelles que le groupe a organiw dans la derniQre ann(\$e, une quantim importante de livres 3 a an 0w envowe en Afrique du Sud pour soutenir un projet Oduca-tif. Par ailleurs, un des projets que la comiw romand est en train (Mtndier en vue d'un futur soutien a m soumis par des membres du GAAJ. I

Comptes 1992

Entmes CCP:

Cotisations

Dons MAAS

Abonnements

Dons Groupe Eglise

Vente mate'riel

Dons Groupe Enfants

Autres entre'es

TOTAL ENTREES

37727.-

8708.-

4307.-

2824.-

202.-

439.-

856.-

55'063.-
Sortie CCP:
2011.-
4914.-
680.-
1400.-
2686.-
1802.-
25'979:
9451.-
1305.-
1139.-
51'367.-
Frais de secreriaiat
Frais PTT (envois, ml.)
Achat de mate'riel
Abonnements
Frais d'impression
Activite\$\$ diverses
Frais personnel
Frais locaux
Cotisations organisations
Frais divers
TOTAL SORTIES
PERTES ET PROFIT 13695.-

Assemble'e gtamarale

Afrique du Sud: un fufur incerfain'

F(Wrier 1990: la n9cessit6 du

changement

Je vais aborder plusieurs themes. Pour mieux situer le cadre des (\$V(\$nements actuels en Afrique du Sud, posons-nous la question suivante: Pourquoi un changement est-il survenu en Afrique du Sud en 1990? Pourquoi avons-nous eu le discours de De Klerk et pourquoi ce processus de transformation a-t-il commenw?

Je cite De Klerk s'adressant a la presse mranggrre en 1992: c(En f(ivrier 1990, nous aions isoleSs, les perspectives de notre monomie (\$taient (Msastreuses, nous (itinns enferm12s dans une spirale descendant de plus en plus rapidement vers une succession d'insurrections r&volutionnaires et d'tats d'urgenceSm

4 Si nous devions darire la situation du point de vue du mouvement de libe\$ratioN, nous serions tms proches de De Klerk. Nous dirions quelque chose comme ceci: .(En feSvrier 1990, l'Afrique du Sud aait isowe de la communauw intemationale, on lui refusait de nouveaux cmdits, elle souffrait d'une inHation trbs 9lev9e, elle aait pri-w-f-e dlinvestissements urangers, elle devait r&chelonn9 sa dette internationale a des taux pmalissant, car les banques s'em'ichissaient de ce r&chelonnement, et elle devait faire face a la perspective d'une pression financikre et annomique de plus en plus serwe, un peu comme une corde autour du coum Le CongrQs des Etats Unis avait pMpam, en f0vrier 1990 dab, une loi en votation pour accentuer les sanctions 9conomiques sur 11Afrique du Sud. Si YAfrique du Sud Navait rien fait, le Congres aurait vow l'entMe en vigueur de ces sanctions suppMmentai- res et si cela avait m le cas, il y aurait en plus de pression sur la Communauw Eur0p0enne, le Commonwealth et, en particulier, le Japan, pour qqus augmentent encore la pression sur 11Afrique du Sud. Donc, avec la perspective de pressions supplémentaires, le futur Mai vraiment d9sastreux pour le gouveme- ment sud-africain.

Deuxitemement, le nigime sud-africain avait perdu mute sa Mgitimim et le contrble de la situation. Il y avait longtemps qu'il avait perdu sa Ieigitimit6, maisjus- que 11) il avait wussi a garder une cer- taine maistrise de la situation. A ce shade, par contre, il avait commenw a perdre ce contr6le: il y avait une wsistance gran- dissante dans tout le pays, a laquelle Ia seuleMponse aaitunebmtaliw aatique massive et violente, Mponse qui a son tour, awaitune situation wvolutionnaire, pre\$sentant une menace pour Mtat dans son ensemble. C'est a cela que De Klerk fait Mfwence en disant ((une spirale descendante de plus en plus rapidement vers une succession desurrections Mvolution- naires et d'Otats dhrgenceSm Il n,y avait dnnc aucun moyen de contraler Ia popu-

lation Noire. La police et les forces de saurim e\$taient d6,pass45es. Souvenez-vous de la situation en Namibie et en Angola, 01) le retrait de YAfrique du Sud, d9cid1\$ par Vancien pMSident Botha sous la pression de lbccident, 9tait aussi une cons&\$quence du fait que les troupes sud-africaines aaient d0pass0es. Sans ce retrait, l'Afrique australe toute entiere aurait pu ?atre plong1\$e dans une Mvolution. Malgm la strat(5,gie du repli des troupes sud-africaines, Parmw et la p0-lice sud-africaines 6taient toujours d9 pass&\$es, cette fois-ci A Yinmrieur de ses propres frontiQres. En fait, la dMaite des troupes sud-africaines en Angola et Vin-d(\$pendance de la Namibie avaient aug- menw les aspirations et la confiance de la population nnire sud-africaine. Les d9- faires du wgime sud-africain dans la N\$- gion, comme 11ind9pendance du Mozambique en 1976, d(EClenchant l'in- surrection de Soweto, ont en Maliw en un effet Iwgatif sur celui-ci. Le gouvernement avait donc perdu toute son autoriw, il ne pouvait plus imposer la loi et Vordre, malgm Futilisation continuaalle de difT(\$- rentes f'ormes d%tats dhrgence.

Le trnismme aspect est que son r619 de puissance reigionale dans YAf'rrique aus- trale aait sMMement mim5. L'Afrique du Sud avait perdu sa supa'ioriw a9- rienne dans la n?gion. Ceci aait crucial car la guerre aait meMe dans la wgon par ses avions; 11Afrique du Sud avait peu de troupes engages au sol dans les pays envirnnants, ellesimposaitsimplement par les bombardements de son aviation. Mais 11Angola avait anmliom ses dyen- ses et son aviation militaire, et dest la que l'embargo sur les armes frappa 11Afrique du Sud durement. Bien qlfelle par Abdul Minty?

pouvait obtenir d lautres armes, nous avons Mussi a l'empe3cher dbbtenir des avions de chasse. Les vieux avions fournis par la France dans les ammes 160 ne pouvait plus fatre utiliws efficacement car les pilotes n,avaient plus conflance, il manquait trop de piEeces de recharge.

Ueffet cumulatif de Pembargo sur les armes, le fait dlemp&cher llarri45e de vis et de boulons, de moteurs, etc. contribua a affaiblir de fagon significative Pavia- tion sud-africaine. Le coat exorbitant des op(\$rations militaires en Angola et en Namibie que Wconomie ne pouvait plus supporter et la chute du moral des soi- dats Blancs ont aussijouts, un r6le impor- tant. Ensemble, tous ces facteurs ont pouss0 l'Afrique du Sud a se retirer de 11Angola et de la Namibie. Rappelons qu'en m?eme temps daait la f'm de la Guerre Froide. La situation gmpolitique de la reigion avait changa dlune position de domination, VAfrique du Sud ain't devenue vulmirable.

Cette situation donna le cadre, en daem- bre 1989, a VAssembMe Gemaale des Nations Unies pour faire sa Dalaration de Consensus sur L'Afrique du Sud. Pour

la premiMe fois, il y avait un projet, une politique vauie pourlefutur deVAfrique du Sud. Auparavant, les daisions de l'ONU avaient m, si vous voulez, n9gati- ves (embargo sur les armes, embargo sur le parole, sanctions financiEzres et Reno- miques, etc.), alors que maintenant des propositions positives ()taient faites (pro- positions pour une nouvelle constitution, etc.) et tout le monde, A l'exception de PAfrique du Sud, aait d'accord. Comme vous le savez, ceci a probablement contri- blw 211a maladie d1oliver Tambo, et peut- mre plus tard a sa mort, car daait sa lutte de voyager a travers toute 11Afrique en quelques semaines pour obtenir un accord sur la DeSclaration de Harare, (19- claration qui est devenue la dwlaration de l'ONU. Ce fut une grande victoire diplomatique pour YANC car, en que!- ques mois, le monde entier (\$tait de son cam pour preEparer la paix. Il (\$tait temps de renoncer a la lutte arrmS,e et de se pppar er a msoudre le proleme pacifiquement.

Voici, donc, les misons qui ont poussws De Klerk a ouvrir une nouvelle voie, pas

Assemblée générale
tellement, comme il le disait lui-même,
parce qu'il le voulait, mais parce qu'il le
devait. Cela veut dire qu'il l'ifaimait pas
les changements qu'il devait amener,
mais qu'il n'avait pas le choix. C'est cela
le contexte du début des années 1990.

Un processus de ((changement
contrôle)))

Le deuxième aspect qu'il faut saisir pour
comprendre l'évolution actuelle de la si-
tuation est que le processus de change-
ment, depuis février 1990 jusqu'aujourd'hui,
est un processus de changement contrôlé. En d'autres termes, le
gouvernement devait contrôler tous ces change-
ments, à la vitesse et dans la direction
qu'il trouvait acceptable. Lorsqu'il consi-
dérait un aspect inacceptable, les négociations
antérieures étaient interrompues, ou la violence
augmentait, ou les puissances occidentales
soutenaient le gouvernement et demandaient
à l'ANC de faire des concessions. Si l'ANC
quittait la table de négociation, comme
elle l'a fait en mai de l'année dernière,
alors elle subissait de fortes pressions
de la part de l'Occident l'incentivant à retourner
aux discussions. Tous les change-
ments devaient se faire à la vitesse vou-
lue par le gouvernement. Malgré si le gouvernement
n'avait pas un contrôle absolu, car il su-
bissait aussi les révoltes politiques et
les pressions internationales, il avait
malgré tout une certaine maîtrise des
changements.

Habilitation de l'apartheid
formelle

Que s'est-il passé pendant cette période?
J'ai pu me rendre dans le pays plusieurs
fois depuis 1991 et j'ai vu des change-
ments dramatiques par rapport à la si-
tuation de l'époque à laquelle j'avais quitté,
le pays, 33 ans plus tard. De grands chan-
gements certes..., je ne veux pas maintenir
sur ce sujet car certains parmi vous
ont visité le pays dernièrement, mais le
meilleur moyen de comprendre ces chan-
gements est de voir comment l'apartheid
a été libéralisé. J'entends par là que si
vous êtes noir mais que vous avez de
l'argent, vous pouvez aller dans tous les
hôtels ou bars. Peut-être que dans les rues
du Transvaal ou dans l'Etat libre d'Orange
on vous jette à la porte, mais malheureusement
vous pourriez y arriver. Dans les vil-
les, il n'y a pas trop de problèmes que vous
auriez accès à tous les hôtels, piscines,
etc. mais pas dans toutes les régions
rurales, malgré l'interdiction de la ségrégation
raciale. Évidemment, la lutte pour le
pouvoir ne concernait pas tellement ces
tracasseries, mais plutôt la libération
nationale des Noirs et cette question ne
serait pas résolue par la simple abolition
des lois segregatrices. Les visiteurs
(étrangers en Afrique du Sud qui ne voient
plus les ententes scéniques, les parades publi-
ques, etc. disent que l'apartheid
est maintenant mort. Voilà De Klerk
qui est comme un grand pacifique, une
sorte de Gorbatchev qui va volontaire-

ment saboter son propre systizme, libcErer
Mandela, renoncer au pouvoir et mon-
trer la nouvelle voie.

De Klerk: un partenaire ((forc6)
Mandela et De Klerk entrent donc en
partenariat pour apporter les change-
ments. Lorsque jutilise le terme de
a(partenariatm beaucoup de personnes,
membres de l'ANC on non, sbffusquent
car ils disent mous ne sommes pas des
partenaires du wgimem En maliw, il
fallait construire cette relation de
partenariat entre les deux forces, le gou-
vernement, d'une part, et YANC, dl'autre
part. Pourquoi?

Tout dlabord, du point de vue du mouve-
ment d(Emocratique, et fentends par la,
Pensemble des organisations, des syndi-
cats, des (\$glises, etc. (pas seulement
PANC, meime si parfoisje simpliferais en
ne citant que l'ANC), il titait clajr en 1990
que le gouvemement nhllait pas Qtre
vaincu par la force. La lutte armei'e, les
gmves, malgm la force du mouvement
syndical, et autres moyens de lutte rfal-
laient clairement pas aboutir a une d6
faite totale du mgime. Le wgime pouvait
(atre battu dans plusieurs domaines mais
il aait toujours au pouvoir. Il my avait
aucun Mel espoir que la lutte armt\$e pou-
vait un jour renverser le rt5gime. La si-
tuation aait diffbrente qu'en Angola 011
an Mozambique, 01) le gouvemement por-
tugais, suite a son effondrement, dt\$cidait
de renoncer a ses colonies et de sien aller.
De toute fagon, 01) les sud-africains Blancs
pourraient-ils aller? Les Blancs allaient
rester en Afrique du Sud. Le mouvement
de libe\$ration nk\$tait donc pas dans une
position 01) il pouvait battre Pennemi. Du
point de vue du mgime, il n\$tait en aucune
position pour pouvoir continuer comme
pmmdemment. Le systEme dlapartheid
ne pouvaitpas perdurer, il (Etaiten faillite,
dans un cul-de-sac. C'est de cette situa-
tion que le processus de n9gociations est
mi Si Yon ne comprend pas cela, le pro-
cessus de m\$ociations ne peut are que
d9cevant. Pour beaucoup dlentre nous
qui comprenons bien cette situation, il
reste mammoins d6cevant, car nous es-
pa'ions pouvoir obtenir plus de conces-
sions de la part du gouvemement. Bref,
les neigociations ont command par ce
compromis fondamental. On ne peut pas
dire que si Yon a le soutien de 80 -
85% de la population dans le pays,
on peut gouvemer. Les structures 5
9tatiques, labureaucratie, les fonc-
tionnaires de Mtat, les services de
sci-curiw et les services de renseignements
sont tous dans les mains de moins de 14%
de la population. Ce serait tms dif'fclile de
gouvemer dans ces conditions; il faut
continuellement garder cela en mtfzmoire.

L..1

Nous avons actuellement une situation
01) la bureaucratie, 121 police, ParmtEe, et
les services de renseignements ne sui-
vent pas forc5\$ment les d9cisions prises a
la table des ntEgociations. Entre paren-

thases, les services de renseignements, que nous oublions souvent mais qui ont la wputation dTetre comparables a ceux d1lsrabLl, sont cruciaux dans tout ce processus. Il est trtEs (Qtonnant de constater que les mfzmes services de renseignements qui avaient m aussi efflcaces dans leur travail contre les mouvements de libaation sont aujourd'hui incapables de surveiller les activims de ceux qui cherchent A nuire le processus de paix par la violence. Ces services qui savaient il y a quelques anneies comment, 01') et qui je rencontrais a Geneve ne sont manifestement pas utilise\$ aujourdhui.

Quelle ((d9mocratie9 pour l'Afrique du Sud ?

Le gouvernement garde, donc, le contrale des changements, de cette dzvolution contr616\$e)) par l1nterm9diaire des structures parlementaires du wgime de Papartheid.

Assemblé ge'ne'rale
Hutoriw pour le gou-
vernemement, encore
aujourdhui, est le par-
lement actuel a trois
chambres(une pourles
Blancs, une pour les
Noirs et une pour les
Indiens). Ceparlement
de Papartheid, pour De
Klerk, reste donc sou-
verain. Ce qxfil veut
faire dest amener un
changement a partir de
cette structure en in-
trodujsant des visages
noirs au pouvoir dans ce miame parle-
ment. Souvenez-vous, notre pre-
mitEre prt-Eoccupatoin a touj ours m
6 de savoir si De Klerk accepterait le
principe ulne personne, une VOIXm
115 out m obliw de Paccepter car
la situation globale z\$tait telle que Yocci-
dent exigeait Yapplication de ce principe
pour Yex-Union Sovit\$tiue et d'autres
territoires. Je me souviens quand nous
avons rencontnfzs le Sethaire aux Affai-
res Etrangeres britannique et qu3il nous
a dit, quoiqwils disent, nous rfaccep-
rons rien de moins que la mise en place du
principe une personne, une voix)v Nous
avons malis alors qu'un important as-
pect de la campagne anti-apartheid n353tait
pas ne\$cessaire, car les puissances occi-
dntales s%taient daa daidaas. Ainsi,
tout le monde est prfet a voir la Mmocra-
tie en Afrique du Sud, mais le Parti Na-
tional et le gouvernement sud-africain
parlent encore aujourd hui d'une forme
particuliQre de diamocratie. Voila une si-
tuation unique, dans laquelle une majo-
riw peut obtenir jusqu'a deux tiers des
voix au cours d une aection, mais il faut
absolument que Ie pouvoir de\$ocratique
lui cichappe. Quelle situation arange, si
on y pense! Mandela peut gagner 60 a
70% des voix mais il ne doit pas Qtre
autoriw a gouverner, comme tout autre
parti politique dans les de3mocraties du
monde pourrait le faire s'il gagnait une
(Section de la mizme maniQre. Il doit gou-
verner dans le cadre des anciennes struc-
tures, et ceci est inwgm dans tous les
accords, particuliQrement a Yheure ac-
tuelle. La majorim ne doit pas acceQder an
AR A, Q.
pouvoir total. Pourquoi la majoriw a-t-
elle accep m cela? Elle n33 pas le choix.
Imaginez que vous avez gagm la majo-
riw et que vous entrez dans les Iocaux du
gouvernement pour exercer votre pou-
voir politique mais que toute Yadminis-
tration nhpplique pas vos dgisions, alors
vous m?etes qtfun gouvernement fant6me.
La tache serait extr?emement djf'flcile. Le
seul moyen de gouverner est d'avoir, a
son c6t15,, des dirigeants politiques des
anciennes structures pour leur dire qqus
doivent (\$galement changer. II y aura
certainement des risques de coups d35tats
car certaines personnes penseront qu el-

les nbnt rien a perdre. UANC doit donc partager le pouvoir quelque soit le r(\$sultat des (\$lections. Ceci se trouve dans les accords signes; pendant les 5 a 10 pre-miaes anm\$es, il y aura un gouvernement de coalition au pouvoir. Un minimum de 5% des voix est naessaire pour qu'un parti politique soit repre\$senw a VAssembMe Constitutionnelle, puis, par la suite, au nouveau gouvemement. Certains Noirs se demandent donc pourquoi voter pour PANC si de toute fagon PANC devra partagerle pouvoir avec les Blancs. Une 6conomie capitaliste ((d(5,-form6e))

Quels sont les probbmes que ce nouveau gouvemement devra affronter? Il haitera les constEquences de Papartheid. LQ\$con0mie sud-africaine a toujours & une e\$c0n omie capitaliste d(\$form%, le pays est en faillite, la dette exwrieure est lourde et Peconomie est strictement contrbleSe par PEtat. On oubliesouventqueWconomie sud-africaine est la plus nationaliwe de toutes les monomies du continent africain. Quelques mots dkxplication: Avant 1948, la peuple Afrikaner, essentiellement f0rme\$ d agricul-teurs, Mait aonomique-ment tms faible. Avec Parrine au pouvoir du Parti National en 1948, la gouvernement nationalisa de nombreuses entreprises dans le but de founir aux Afrikaners une entme dans les milieux aonomiques et financiers, jusque Ia niserve\$\$ a la communauum anglophone. Ce fut une wus-site indt\$niable pour les Afrikaners. Cette constatation est paradoxale lorsqubn pense aux critiques formuMes contre une eEventuelle politique de nationalisation menaa par YANC. De plus, 1%conomie sud-africalne peut &tre consid'a comme une (\$conomie de gaspillage. Le maintien des structures de Papartheid, les dwenses militaires et le coat des sanctions, ou de leur contournement, ont laisws un haitage lourd de conmquences. MQme en termes capitalistes, 1%conomie ddorm \$e de l'Afrique du Sud, orienwe vers les seuls besoins des Blancs et dutilisant pas 1%norme mservovoir de main dbeuvre Noire, c\$tait une Monomie bawe sur le gaspillage.

Les vestiges de 300 ans de colonialisme et, plus tard, d apartheid font que la terre est presque exclusivement dans les mains des Blancs. Les terres occupo5es par les Noirs sont surpeupwes, Modas et inutilisables. Les conditions deSplorables de santA, de logement (plus de 3.5 millions de squatters), d%ducation, dhpprovisionnement en eau, etc. sont catastrophiques. Le nombre de personnes fuyant les reEgions rurales, sans possibilim d em-ploi, pour se retrouver, toujours sans

emploi, dans les bidonvilles des grandes agglomérations, les déplacements de populations, le taux de chômage à 40%, la distribution totalement inégale des res-

Assemblée générale
sources sont un héritage lourd pour tout nouveau gouvernement. Comment faire face à une telle catastrophe sans la mise en place d'un vaste programme d'aide internationale équivalent au Plan Marshall pour l'Europe? Malheureusement, il n'y a aujourd'hui aucune perspective d'une aide internationale de cette envergure.

Existe-t-il une voie de sortie?
Comment l'Afrique du Sud du futur va-t-elle pouvoir se développer tout en répondant aux besoins de toute la population? Le projet consensuel, bien qu'il y ait des divergences, est le suivant: l'Afrique du Sud doit attirer des investissements étrangers, l'économie doit établir celle d'une économie capitaliste normale et la croissance doit être encouragée, mais nous qui protégeons cette économie, je reviendrais à cette notion de protection tout à l'heure. Il faut donner confiance aux Blancs pour que ceux qui ne quittent pas le pays, ce qui ferait souffrir l'économie. Mais tout cela, la petite part de la croissance (économique) qui reste peut faire utilitaire pour scoudre les nombreux problèmes sociaux. Imaginez, alors que la croissance (économique mondiale) est faible, il faudrait promouvoir une forte croissance en Afrique du Sud? On peut calculer que pour simplement maintenir le taux actuel d'emploi, sans échapper à d'autres problèmes, il faudrait avoir une croissance de 15%. C'est irréalisable.
Ensuite, que fait-on avec une croissance suffisante? Il faut obtenir des prélèvements. Certes, lorsque les sanctions seront levées à la fin du mois avec Pentecôte en fonction du Conseil Exécutif de Transition (TEC), l'Afrique du Sud obtiendra des prélèvements du FMI et de la Banque Mondiale. Ces prélèvements seront conditionnels et assortis de clauses particulières comme tous les points du FMI. Il n'y a aucune raison de penser que le FMI traitera l'Afrique du Sud différemment que la Tanzanie, l'Angola ou le Mozambique. Les prélèvements venant du secteur privé seront essentiellement liés au remboursement de la dette actuelle, et là, vos banques suisses seront largement impliquées. Bien sûr, qu'elles chercheront à gagner le maximum possible, les taux d'intérêts seront élevés. Il y aura donc peu de place pour une croissance économique car le pays devra rembourser des intérêts importants.
Je ne pense pas qu'il y aura beaucoup d'investissements étrangers, à l'exception peut-être des domaines orientés vers le marché des consommateurs. Par exemple, Coca-Cola pourrait installer une fabrique, mais il ne saurait pas la d'un investissement de développement à long terme permettant de créer de nombreuses places de travail. Les investisseurs voudront voir une plus grande stabilité dans le pays, c'est-à-dire moins de violence, avant d'investir à long terme. Il faudra, par exemple, attendre plusieurs années avant

que Toyota construise une usine en Afrique du Sud. Le commerce avec l'Afrique du Sud va certainement se développer. Par exemple, vous trouverez de plus en plus de vins sud-africains (très bons d'ailleurs) en compétition avec les vins sud-américains ou australiens sur le marché européen. Certaines personnes pensent à un code d'hygiène et de sécurité à faire respecter par les producteurs sud-africains avant qu'ils puissent accéder aux marchés occidentaux. Quels seront les critères? Prenons un exemple: Les conditions de travail des Noirs dans les vignes du Cap sont très mauvaises. Vous voudrez donc empêcher l'Afrique du Sud de vendre ses vins à l'étranger, mais vous trouverez des responsables politiques, issus du mouvement de libération mais ayant besoin de devises étrangères, qui vous diront, ((pourquoi voulez-vous saboter notre nouvelle indépendance)) Des attentes (anormales...).

J'aimerais maintenant penser à la majorité des sud-africains, comment verront-ils la situation? Comme vous le savez, nous avons en Afrique du Sud d'énormes différences à l'intérieur du même pays. Se trouvent également une richesse et une pauvreté (normes). La plupart des Noirs en Afrique du Sud savent comment vivent les Blancs, ils connaissent leur niveau de vie, leur opulence... Ils se contentent au travail, mais un groupe rentre à la maison en Mercedes, l'autre attend le bus à un arrêt (01) il risque de se faire tuer.

Les Noirs savent que c'est le système d'apartheid, de partage inéquitable, qui a permis aux Blancs de vivre ainsi, ils savent donc que c'est du vol. Par conséquent, leurs attentes sont normales; ils s'attendent à ce que leurs enfants survivent, ils espèrent trouver un emploi, ils ne s'attendent pas nécessairement à vivre dans de grandes maisons, mais il ne recevra pas les choses fondamentales que certains attendent. Nous devrons faire face à une importante crise futuriste.

...pour des résultats meilleurs

Comment le nouveau gouvernement pourra-t-il magurer? Shl cherche à mobiliser des fonds pour répondre à ces attentes, les Blancs diront que certains ont peur et qu'ils veulent quitter le pays. Il faut donc renforcer l'économie et rassurer les Blancs, ce qui revient à quoi! Il ne faut donc pas que les Noirs aient trop de pouvoir, il ne faut pas qu'ils puissent imposer une taxation plus élevée pour les Blancs, cela pourrait endommager l'économie et faire fuir les Blancs. On parle parfois, surtout dans le milieu des élites et du bout des lèvres, de compensations pour les torts commis par l'apartheid. Ne parlons pas de la notion de redistribution... Ce sera extrêmement difficile pour Nelson Mandela et son gouvernement de résoudre ce problème. Je n'ai aucune idée de la solution. L..1

Les sanctions (\$conomiques

La position officielle sur les sanctions monomiques, malgm le fait qdelles sont de moins en moins appliquaas, est qwel- les seront probablement relachas a la fm du mois, lorsquhn accord aura M \$ng au sujet du Conseil Emcutif de Transition (TEC). UANC et les (Eglises ont d0nn\$ des signaux contradictoires au cours des derniers mois. Uembargo sur les armes et le parole restera en

Assemblée générale
vigueur jusqu'à la mise en place (l'un
gouvernement démocratique, approxima-
tivement dans une année. L'embargo sur
les armes est très confus pour plusieurs
raisons. Premièrement, seule l'interdic-
tion de la vente d'armes à l'Afrique du
Sud est une décision formelle. L'achat
d'armements sud-africains et l'exposition
d'armes sud-africaines ne sont pas for-
mément interdits par l'ONU, mais seu-
lement dans le conseil. Le gouverne-
ment sud-africain cherche à conclure de
nombreux contrats de vente d'armes, en
particulier avec des pays dont les militaires
sont impliqués pour leur répression
brutale. Il se pouvait que lors d'une
visite de Nelson Mandela en tant
que Président de l'Afrique du Sud,
en Grande Bretagne par exemple,
celui-ci se trouve embarrassé par
des histoires de ventes d'armes.⁹
des gouvernements négociatifs. C'est clai-
rement une tactique du gouvernement
de De Klerk dont le but sera de disci-
pliner les futurs dirigeants politiques Noirs.
En attendant, l'argent gagné par la vente
de ces armes se trouve probablement à
Fabriques des banques suisses. Les mêmes
remarques peuvent vraisembla-
ment faire faire au sujet de l'industrie
nucléaire.

Les Pilatus

Vous connaissez déjà l'aire des Pilatus
(voir l'article dans Non à l'Apartheid, no
67, ndlr) : permettez-moi maintenant de dire deux mots. La Suisse n'a pas été de profiter du fait que l'embargo sur les armes était respecté par la majorité des pays vendeurs potentiels d'aujourd'hui. L'entreprise Pilatus a donc la possibilité de conclure rapidement un contrat de vente pour ses avions PC-7. Nous avons fait campagne et je crois que, d'une certaine manière, nous avons réussi car l'intention de la communauté internationale a été réalisée sur cette vente d'avions par la Suisse. Dans un premier temps, la vente engendra la crise de l'ANC, puis sa politique a changé après des rencontres en Suisse au début du mois de juillet de cette année. Je demande à l'ANC, comme le mouvement Anti-Apartheid l'a fait, quelle a été leur position. La réponse de Thabo Mbeki était la suivante : ((Nous avons discuté et nous pensons que si la livraison des avions ne se fait pas, les actions, alors elle ne se fait pas au gouvernement actuel. En d'autres termes, l'embargo sur les armes est destiné à empêcher le régime de De Klerk d'obtenir des armes. Etant donné que ces armes ne seront livrées qu'au futur gouvernement, elles ne sont donc pas concernées par l'embargo.) Deuxièmement, Thabo Mbeki disait que l'ANC allait discuter avec l'opposition sud-africaine pour trouver une solution. Le problème

avec ce type de compromis estquelnrsqubn se trouve dans un coin, ce coin devient inwitablement de plus en plus restreint. De puis, le Conseil de St\$curim de PONU a d63ci% que la vente des avions Pilatus Maitquandmfemeunevim lation de Pembargo sur les armes. Nous avons donc un probwme juridique danslhpplication (Yuneloi internationale, miame si, pnlitiquement, l'ANC a dnmm une certaine I(Sgiti-miw 21 la vente des avions de Pilntus. Malgm le refus initial du Canada et de la Grande Bretngne, qui four-nissent, respectivement, les mniteurs et les sikges (ijecmble des P07, il sem-blemit que ces deux pays Ifnientpns encore prisune d(2cisi0n finale quant 8 leur participation. Le Conseil OecunuSniue des Eglises Sud-Africai-nes, tnujours oppom A la livmison des P07, a fait cnnaftre son avis aux am-bassades Suisse et Canadienne au Cap. Nous snmmes maintenantdoncaustatus quo. L'ambigu'lw de l'ANC dans cette affaire a rendu mnn travail de surveillance de Yembargo militaire trQs difficile a poursuivre.

Faut-il renoncer ii Yembargo militaire? Cette question est tms dMicate. Pour lutter contre la violence dans le pays, le futur gouvernement %mocratique pour-rait avoir besoin de mataiel militaire, des Mlicopt?:res, par exemple. Ce serait une violation de Yembargo. UAfrique du Sud possde un savoir faire et du mam-riiel exterement efficace, peut\$tre le meilleur au monde, pour Nlimination de mines. Ce matt\$riel poun'ait ?ztre utilistE en Angola, au Mozambique ou en Somalie mais se serait encore une fois une viola-tion de Yembargo. Il faudrait modifier l'embargo sur les armes de manikre a ce qu'il ne soit pas contre-productif. Cer-tains (\$wm ents pourraient, apms un con-trale de l'ONU, Qtre exempws de Pem-bargo militaire. Nous allons tenter de clarifier la situation tms prochainement avec l'ANC et l'ONU. Aurons-nous assez

Assemblt\$ gc\$naale
de temps?

La mise en place du TEC

Avant de conclure, il faut que faborde la question des derniers Weinements politiques en Afrique du Sud. Le 7 septembre un accord est intervenu sur la mise en place dhn Conseil Exe\$cutifde Transition (TEC) comprenant tous les participants aux nt\$ociations et dottii dhn certain pouvoir lt-Sgislatif. Le TEC se ramira 8la fin du mois de septembre pour (atablir 7 a 9 Comiws Ext\$cutifs Subsidiaires (Affaires Inwrieurs, Affaires Militaires, etc.) qui prendront des dcldscisions a la majorim absolue (2/3 des voix). Buthelezi, pas dhccord avec ce syswme, Vient de faire appel a la Haute Cour de Justice. 8,11 gagne, tout le processus doit (atre annuM et re-pris 9 mm. En attendant, le parlement actuel, qui doit encore ratifier ces d&i-sions, gardera le pouvoir exmutif. 11 y aura donc des prolemes daicats que je peux le mieux illustrer par un exemple: Admettons que Thabo Mbeki soit pwsident du Conseil Ext\$cutifSubsidiaire pour la D&ense. Il devra miam-moins collaborer avec Yac-tuel Ministkre Sud-Africain pour la D&ense et toute Pin-frastructure militaire du w-gime!

Des observateurs internationaux

Nos prioritcis actuelles sont les Qections, eividemment cruciales, etla violence pen-dant cette paide. 11 y a des observateurs exttaieurs qui se pn-Eparent pour la pq\$riode (Electorale. J,ai toujours m sceptique au sujet des ob-servateurs extt\$rieurs. Ce Nest pas parce qu ils ne font pas dubon travail, mais plu-tbt parce qqus bloquent des ressources intemes. Un ob-servateur suis en Afn' que du Sud mobilise 4 a 5 per-sonnes pour le prendre en charge. Ce serait mieux de dormer Pargent aux sud-africains pour qqus sur-veillent eux-m amesles Qec-tions, maisje crois que nous n%chapperons pas aux ob-servateurs (\$trangel's. En comparaison avec YAngola, il faudrait 28"000 obser-ateurs (\$trangers en Afrique du Sud. Pour des raisons financiQres, ce ne serajamais le cas. Plus important que dhvoir des aections libres et justes, il faut qu,elles soientwgitimidisaes. J ,entends par la qqu faudra une participation d,au moins 90% de 1%lectorat. Non seulement faut-il que la grande majoritef- participe au scrutin, mais il faut aussi que tout le monde soit prt\$t a se soumette aux rtssul-tats obtenus. Hattitude de Buthelezi, ((si je gagne, dhccord, si je perds, alorsje fais

la guerre), ne kgitimise pas ces (Sections. Pendant la pt\$riode Qectorale on peut shttendre a des woups bam du mgime contre l'ANC et a une violence omnipmsente. Pour limiter cette violence, on parle d'une (milice de paix), interne composeSe de membres de l'armcfze et de la police sud-africaine, de l'ANC, de YInkatha et d autres mouvements. cette ((milice de pain serait le dt\$but d'une nouvelle police inta'ieure. Les c5,glises proposent, au contraire, une surveillance internationale par des Casques Bleus car elles pensent quhne surveillance interne ne sera pas suffisante.

Quel r6le pour les MAA

En conclusion, avec la fm de Rare 9 de Papartheid, quel peut 6tre le futur r6le des mouvements anti-apartheid? La plupart des militants, en cherchant de nouveaux moyens de manifester leur solidarim, pensent exclusivemnt a PAfrique du Sud. UAfrique du Sud est plus mexw pour ainsi dire que le reste de YAfrique austral. Je pense que dest une tragtidie que YAngola, la Zambie, le Zimbabwe et le Mozambique soit largement oublie Ces pays ont souffert et souffrent encore probablement plus que FAfrique du Sud elle-Qoe des cons6z-quences de la politique dhpartheid. Cest facile dbublier cela. Le mouvement anti-apartheidbritannique a dekidtfz dernigrement, lors d une grande munion a Londres, dbrienm son travail vers toute la wgi On deYAfrique austral. Nous ne voulons pas permettre un d(Eveloppement de YAfrique du Sud au dariment des autres pays de la re\$gion. Si les mouvements anti-apartheid ne font pas Vef'fort dHnclure tous les pays de YAfrique austral dans leurs programmes, personne ne le fera et nous courrons alors vers la catastrophe. UAfrique du Sud est dea une puissance dominante dans la Mgion, ce serait un danger Mel. I

1 Confei-rence adm55(\$e au Mouvement Anti-Apartheid de Suisse lors de sa derm'Qre Assembl6e G6nwale.

2 M. Minty est directeur de la Campagne mondiale contre la collaboration militaire et nuclmire avec liAfrique du Sud.

S6.cheresse

S5cheresse sud-africaine
un d5sasfre sud-africain dbrigine humaine
La crise dans l'approvisionne-
ment dleau des wgiions rurales
de PAfrique du Sud est dlavan-
tage li5e a une mauvaise ges-
tion, In corruption et la d5pra-
vation structurelle qui la
pluviosite.

La skheresse estbris5e. De nombreuses
rivikres coulent A leur capaciw quasi-
maximale. Pourquoi, donc, y a-t-il encore
dans les r5gions rurales de YAfrique du
Sud environ 10 millions de personnes
sans un approvisionnement stir et cons-
tant d,eau potable? La r5ponse, comme
cela est souvent le cas clans ce pays, est
dhvantage li5e a la politique et
le d5veloppement qulaux condi-
tions m5t5orologiques. Car, 91
0 1,image d1autres 5v5nements, la
wcheresse n1est pas une catas-
trophe naturelle, mais plut6t une tragk
die provoqu5e par l'homme, le wsultat
dime n5gligence prolongeie, des investis-
sements inad5quats, une mauvaise ges-
tion, la corruption et, Pensemble de la
politique dhpartheid.

La d63pravation structurelle, les in5gali-
t(zs dans le d5veloppement des ressour-
ces en eau et la cr5ation des homelands
ont laiss5 des portions entieres de la
population sans acces a de l1eau stir. Le
Dr. Johann Erasmus, m5t5orologue a
11Institut pour le Contrble du Sol et du
Climat, explique: 980113 la politique de
Papartheid, une fausse situation a m
crwe. Un grand nombre de personnes fut
concentrti sur de petites surfaces de terre
non-productive... L'Apartheid cr5a une
situation ressemblant a une s5cheresse
qui ne devait pas l'mrem

Les Blanca les premiers dans la
queue

Une partie du proleme wside dans la
definition gouvemementale du mot ((5-
cheressem Cette dwntion fut gmmrale-
mentgreffbe sur les besoins de la commu-
naum des paysans Blancs - et Pessentiel
des subsides fut destinei a soutenir ces
fermiers Blancs en dimculm. Dans le
passa la strawgie contre la s5cheresse
ne concernait que quelques fonds mini-
maux pour les homelands, sans (Evalua-
tion des vrais besoins ni de la gravite': de
la situation. Ces drous noirsuiu pointde
vue du d(gveloppement ont m presque
totalelement ignoms. Peu de villages de
YAfrique du Sud rurale (y compris les
homelands) ont un vaitable sysmme de
distribution (Yeau.

Des 200 millions de rands (environ Frs.
100 millions) allou5s A la lutte contre la
s5cheresse par le gouvernement, seuls
19% sont destims au Noirs - malgw le
fait qulils repmsentent 93% de la popula-
tion rurale. Les inwrgts 5conomiques
dominent la survie.

Pendant les cinq demieres ann5es, 2.5
milliards de rands (environ 1.25 milliard

de francs) ont mis à disposition en aide urgente pour les fermiers Blancs. ((Certains agriculteurs sont prêts à prendre des risques et mettre en danger toute une partie sachant que des subsides pour la sécurité existent en compensation))
Dr. Erasmus. Il souligne que la majeure partie de l'aide aux paysans se retrouve dans les mains des Blancs car ils savent comment obtenir ces subventions - et ils usent de leur avantage politique pour bénéficier largement de ces fonds.

L'irrigation est un autre domaine de différence de traitement. Soixante pour cent de la vache sud-africaine est employé à cette fin; dans certaines régions, les paysans payent 5 cents (2.5 centimes) par mètre cube d'eau nommé, alors que dans les régions rurales les gens payent jusqu'à 25 rands (12.5 francs) pour la même quantité.

Les observations d'un ingénieur étranger

Un ingénieur britannique, Ian Johnson, fut envoyé en Afrique du Sud par l'Association des Ingénieurs contre les Désastres (Register of Engineers for Disaster Relief). Payé par le gouvernement britannique, il est venu en Afrique du Sud - à la demande du gouvernement sud-africain - pour évaluer les besoins d'urgence. Il a passé la plus grande partie de son temps au Venda, une des régions les plus frappées par la sécheresse. Johnson déclare à la presse que cette sécheresse n'a pas seulement été visible, mais qu'elle aurait pu être (S'il membre par francine joss'

Àvec autant de ressources et d'expertise, une telle sécheresse n'aurait pas dû se produire dit-il. Il semble y avoir un manque d'engagement aussi bien de la part du gouvernement du Venda que du département sud-africain des Eaux. Johnson - qui a été impliqué dans la recherche et l'application de mesures contre les sécheresses en Somalie et en Iraq - a écrit un rapport accablant. Ce rapport fut présenté aux autorités. Johnson souligne qu'il n'a jamais travaillé dans un environnement aussi chaotique que l'Afrique du Sud.

La lourde bureaucratie matique, y compris le fait qu'il existe 52 départements concernés par divers aspects de la sécheresse, a freiné une intervention efficace. Dans les homelands et les territoires autonomes, l'absence d'une distribution de secours organisée, de ressources et d'expertise a conduit à une planification inadéquate et une mauvaise gestion, ajoute Johnson. L'augmentation et la maintenance des réservoirs de distribution d'eau avaient suivi l'accroissement de la population dans les homelands, il n'y aurait pas eu de situation critique semblable à une sécheresse conclut-il dans son rapport.

La spirale de la sécheresse
Ce sont les Noirs, pauvres et ruraux,

habitant des communauws marginalisaas, qui sont les plus vulnfnables a la s5cheresse car ils n1ont pas de moyens dly faire face. Pour ces gens, la p(murie dleau a un effet cumulatif: la pression de la s5cheresse provoque une pression nutritionnelle, (\$c0nomique et sociale. Le chbmage, la malnutrition et la migration forwe sont tous engendms par la s5cheresse. Ajoutez une mcession (\$c0nomique et il devient Clair comment des millions de personnes a la limite de la pauvrem basculent vers le d5nuement total. Ceux qui restent dans les Mgions rurales sont incapables de cultiver quoi- que ce soit pour leur propre subsistance. Ils font face a des prix Hamboyants, mais ne peuvent plus compter sur une remise de la part des petites Villes car les licen- ciements et le chamage px'ogressent. La perte de b&ail a m 5lev5e; seulement dans le Transkei 1505000 tiates de beitail sont mortes depuis 1e d5but de la saison 1992-93, et 2005000 de plus seront per- dues si la s5cheresse se poursuit pendant

Sc\$cheresse

Yhiver. Pour ceux qui mesurent leur richesse par l'importance de leur troupeau, le d'inuement guette.

Bill Gibson, un secouriste volontaire de l'organisation Volunteers in Overseas Cooperative AssistanceC dit que dans certaines wgiions il est dif'f'lcile de faire la distinction entre des problErnes (Yapprovisionnement en eau, des prolemes politiques et des problemes de malnutrition).

Bien quil y ait peu de famine dans les villages sud-africain, la malnutrition est visible dans de nombreuses Mgions rurales. Les programmes d'assistance alimentaire sont limims, les cliniques sont rares et disperwes et l,infrastrmcture est rudimentaire. La crise de la St\$cheresse est donc d'avantage li\$e a la pauvrem en%mique des wgiions rurales que simplement a une de\$ficiency en eau.

Haut et sec

Les ingmieurs britanniques en visite ont troqu un certain nombre de communauws avec des e\$quipements (pompes, etc.) dc\$fectueux, aucune gestion intermwiaire ainsi que des technicians sans formation awquate et sans outils pour mparerles dc\$gfits. La mise en place de programmes dhpprovisionnement en eau d(zpendait essentiellement d experts et de spcfzcialistes consultants, dhesponsabilisant ainsi les communauws. Souvent, les habitants ne savaient mzzme pas comment annoncer une panne. Dans la wgiion du Natal / KwaZulu, existeraient 2500 puits sans pompe. Dans le Venda, a fin mars 93, 40 puits demeuraient non-z\$quipe5,s et 58 villages Navaient toujou rs pas un approvisionnement Mgulier en eau - et ceci aprQs 8 mois de travail d assistance dans la rl\$gion. Les rumeurs de corruption abondent.

Uassistance, Pacc?es 9 Peau on a des motions alimentaires peuvent eAatre des armes politiques, distribmks aux personnes soumises a Paite dirigeante. Les tentatives de soulagement de la crise sont giantss par la bureaucratie et les mauvaises communications. Les fermiers Blancs irriguent leurs terres alors que les communautAS noires vivent quotidjenement dans Pespoir dhvoir de Peau.

Uapws Michel Kassa, coordinateur a Mt\$decins sans Frontieres, le gouvernement doit comprendre que la priori w est Papprovisionnement des communauws et non le commerce. Initialement en Afrique du Sud pour travailler avec des raugws mozambicains, M(decins sans

FrontiQres se trouva impliquz\$ dans les efforts de lutte contre la sRheresse car ((on ne peut rien faire sans eau.). Kassa ajoute qu un fait deRrangeant est le nombre de mgions touch(es par la St\$cheresse ayant regu des wuipements tels que des pompes, mais 0lh cet e\$quipement aait en panne.

Que faire?

Tous les spt\$cialistes auxquels fai parw sont en faveur d'une restructuration compthe de la stramgie c\$statique contre la se\$cheresse. Ceci inclut une meilleure organisation et application des mesures dhrgence, ainsi quhn daeloppement a long terme des nSgions rurales afin de s'assurer que la Stfzcheresse ne resurgisse pas. Ils disent que Papprovisionnement en eau doit devenir une priorim (a destination des com munauws et non du commerce) et que des fonds devraient ?etre canaliws vers un wysmme 1 1 dhlarame prc\$cocem Des programmes de deEveloppement nutritionnelle sont (Egalementvitaux pour les communauts\$ marginaliws.

Mais leur impression ge\$ne\$rale est qu un changement radical doit s effectuer dans Pallocation des ressources gouvernementalesA Ainsi que me Pa dit un ingtfznieur, xles obstacles sont imngn\$ dans les systeme et doivent donc ?atre wsolus de manibxe a Miter une rechutem

Les exemples dhutres pays dc\$ve loppa montrent clairement qu'une bonne pMparation peut annuler certains aspects d'une sRheresse. Une politique anti-sc'scheresse efficace - allant a la rencontre des besoins de tous les sud-africains - est essentielle pour le future daeloppement de ce pays. En attendant, des milliers de mQres dans les r6,gions mrales continueront a prier quyaujourdhui il y aura assez d'eau, et peut-fetre que demain il pluvra suffisamment pour que les cultures poussent. I

Source: Traduction dhn article paru dans Work in Progress, no. 90, juillet / aofit 1993.

1 Francine J 058 fait part de ses observations a la suite d un voyage de deux semaines au nord du Transvaal.

Ne'gociations

Hypothe'fique d9mocrafisafion en

Afrique du Sud

EANC dans Pengrenage des concessions

face au pouvoir blanc

par pierre baudef e! hein marais'

Dans les cit6s noires d'Afrique du Sud, la situation semble da'aper vers le chaos total. Pourtant, les principaux partis s't5taient enfin entendus, en juin dernier, pour fixer au 27 avril 1994 la date des premieres (Elections d9mocratiques. Mais, pwciseiment depuis Pan-nonce de cet accord, la police a rapport6, plus de sept cents meurtres perertSs principalement dans les ghettos de la nigion de Johannesburg. La fusillade a P6glise Saint-James du Cap, 9. la mi-juillet, oil douze Blancs out \$15 tue-Es et cinquante-six autres blesws, a encore accru la pression. Cherche-t-on a rendre le pays

Sur la papier, YAfrique du Sud semble a la veille de waliser le ere d'une Mmo- cratie non raciale propow par M. Nelson Mandela au lendemain de sa IiMration, en f9vrier 1990: .(Nous mettrons fm au monopole du pouvoir po- litique par les Blancs. Nous restructurerons le systEme 9co- nomique et politique pour (\$li- miner les in9galiMs cn%es par Yapartheid. Nous d9mocratiserons de fond en comble cette socwbb

En effet en juin demier, les divers partis politiques, dont le Congws national afri- cain (ANC) et le Parti national (PN), signaient un accord qualifw dlhistoriquem En vertu de cette entente, les premwres Qections nationales libres doivent avoir lieu le 27 avril prochain.

Dlici la, UANC et le gouvernement met- tront en place un .(conseil exa'utif de transition qui constituerait en quelque sorte un lsupergouvernement9 veillant a la bonne marche du processus.

Parallelement, les n9gociations se poursuivaient pour Qaborer une Constitution inwrimaire dont le projet a m rendu public le 26 juillet. Elle devrait mre endossSe, ou compwwe, par l'AssembMe constituante (Sue au scrutin d'avril 1994. Mais la recrudescence de la violence (lire Fencadrcf) inquiQte tous les responsables politiques. Pour le gouvernement, si les choses vont mal et si le processus de transition estmenaca dest la faute d'une myste'm'euse c(troisitEme forcem amalgame de Vextrfame droite et de militaires diagus, qui chercherait a d9stabiliser le proces- sus de rwgociation en cours. En effet, betrfame droite blanche, bien armeEe et bien entraineSe, b6na'lcie de complicims e\$videntes au sein de la police et de Var- m9e et clame haut et fort qu'elle rfaccep- tera jamais de ((capitulerm HeEros de la droite afrikaner, ex-commandant en chef ingouvernable?

de Yarmae, le gwaal a la retraite Constand Viljoen, est explicite: l(Si le peuple afrikaner est menaccf, il se soak- uera et se defendra, avec tout le pouvoir dont il disposezm

Depuis quelques mois, la droite .(mode we) - en fait, essentiellement le Parti conservateur - cherche a construire une alliance politique avec les mltrasm no- tamment le mouvement m\$onazi AWB de

M. Eugwe Terreblanche. Sorte de grand front du refus, le Comiw de 11unites (Volkseenheidskomitee), mcmment constitutif et qui munit toute la neibuleuse afrikaner, lwsite entre le jeu politique et Paventure armee. Juste avant la signature de Paccord de juin, plusieurs centaines de militants de PAWB avaient d'ailleurs envahi, pacifiquement mais munis d'armes de poing, le centre des conférences 01) avaient lieu les négociations, dans l'apparente indifférence des forces de l'ordre. Le gma'al Viljoen, en bon politicien, s'est (19111811119 de ce qui aurait pu devenir un bain de sang, mais On s'interroge sur ses intentions mêmes.

Selon M. Steven Friedman, politologue au Center for Policy Studies (université du Witwatersrand), la droite a/i-ikaner est tentée de se transformer en OASm. Certes, elle en a les capacités militaires.

Mais On estime généralement que la droite dure 11,8 pas vraiment de solution de rechange politique. Le projet de créer un démantèlement blanc quelque part entre la province du Cap et celle du Transvaal est, selon M. Friedman, une mauvaise blague sur le plan économique et démographique. On ne peut pas convaincre une majorité d'Afrikaners d'abandonner leur style de vie moderne pour retourner dans le passé et se confiner dans une illusoire ((République boeuf)).

La minorité blanche grogne et s'agite, surtout les Afrikaners, mais elle est, somme toute, captive du Parti national au pouvoir, qui est, encore plus convaincu de la grande force politique et économique représentant la minorité blanche.

Au gouvernement depuis 1949, le Parti national, les mam), comme on les appelle en Afrique du Sud, est devenu un très puissant appareil de pouvoir. À l'origine (fondé sur un programme populiste grâce au vote des ((petits Blancs)), afrikaners, il s'est peu à peu transformé en parti-Etat bien appuyé sur la puissante communauté des affaires sud-africaine. Sa base électorale est constituée par la majorité des Blancs, afrikaners comme anglophones, convaincus que le grand parti gouvernemental reste la meilleure garantie pour la préservation de leurs priviléges.

Depuis 1990, les mam) ont effectué un virage tactique. Même si l'Etat sud-africain n'était pas militairement menacé par la fronde des mouvements anti-apartheid, les coats pour maintenir l'apartheid étaient devenus trop coûteux, et les conséquences désastreuses pour l'économie sud-africaine. L'arrivée au pouvoir de M. Frederick W. De Klerk en 1989 avait (1% l'occasion de marquer une nouvelle étape. Comme le notent certains experts proches du PN, ce n'est pas tant que M. De Klerk représentait la victoire des wolombem sur les ((faucons)). Il signifiait plutôt un sentiment dominant au sein de l'establishment blanc, que le changement était non seulement nécessaire, mais possible.

Pour cet establishment, en effet, la conjoncture était favorable. L'ANC, comme les autres mouvements antiapartheid, se retrouvait en position de faiblesse : peut-être fondrement de l'Union soviétique, l'aggravation de la crise en Afrique, et notamment dans la région australie, laissant la position noire sans arrière strateégique. Par ailleurs, l'ANC, appuyaient les

Ne'gociations

1(ann9es de braisw de 1982 a 1986, se retrouvait pratiquement d9capit63e, aprQs avoir appela de fagon preimatuMe, a 1lin-surrection g9n9rale.

Tout en restant relativement souples sur le plan tactique, les mam) ont Qabli tr% tbt la ((ligne rougm quilils ne d9passe-raient jamais dans le cadre des rmgocia-tions. M. De Klerk Yafflrlma lui-mfeme a plusieurs reprises: ((Pas question de wder la place (i la dictature de la majorittEw Dansunmt\$moranduminteme,M. Renier Schoeman, qui dirige le service d'infor-mation du PN, a wsume? le point de vue dominant du parti de la maniQre sui-vante: ((La libe?ralisation politique doit incorporer des garanties internes (((built-im) et des mefcanismes pre'cis qui ren-dront tout simplement impossible la do-mination par la majoriww Pour attein-dre cet objectif, les stramges du re\$gime ont habilement manoeuvre? sur tous les plans.

Cette entreprise a largement fait appel a la violence, qui, comme on le sait, a sem9 la terreur A travers les townships depuis 1990. Jamais cette violence end9mique, structurelle, n,avait atteint de tels som-mets dans Phistoire pourtant sanglante de YAfrique du Sud. Plus de dix mille morts, des centaines de milliers de d9pla-ms et de sans-abri, des communauws profoncwment dahiMes, bref, les ((an-Mes de transition), ont m celles dlune vaitable hc\$catombe pour la population noire. La principale victime politique de Popaation a bien stir m le mouvement de M. Nelson Mandela, qui s'est retrouve\$ doublement pris au piezge. Dlune part, le pwsident de PAN C 1113 pu que constater le dalin de sa propre organisation, dont une bonne partie des militants se sont d9mobilis(\$s. Dlautre part, la violence a polaris4\$ une partie importante des com-munautAs noires. La fracture siest agran-die sur le plan politique, mais surtout sur le plan social. Des couches croissantes de jeunes d9sesp9n\$s s,adonnent au bandi-tisme organiw pour intimider et terrori-ser toute la population. La police, chnaralement, se contente de compter les morts.

Bien que la violence ait jou9 un r6le essentiel dans le d9ploiement de la stra-tt\$gie de PEtat, le Parti national a surtout pour but dinwgrer, de coopter en quel-que sorte, Popposition antiapartheid, ell lui faisant accepter ce qui, il nly a pas 51 longtemps, aait impensable.

Ce sont les .(jeunes loups)v du PN, notam-ment les ministres RoeIfMeyer (d9velop-pement constitutionnel), Leon Wessels (main-dheuvre) et Dawie de Villiers (sec-teur public), qui ont l'0qu un r6le central dans le cadre des n9gociations entrepri-ses sous l'6,gide de la Convention pour une Afrique du Sud d9mocratique (Con-vention for a Democratic South Africa, CODESA). Les d'auconm du PN (tel 19 ministre de la loi et de Pordre, M. Hernus Kriel et le ministre de lajustice, M. Kobie

Coetzee) ont également accepté, tout en rechignant à l'essentiel de cette stratégie endossée par le président De Klerk lui-même. Pour le moment, les arguments du PN peuvent sembler satisfaisants.

L'ANC, depuis par la pression, a consenti à un certain nombre de reculs substantiels, ce qui ouvre la voie à la mise en place d'une démocratie restreinte dans le sens le plus littoral du terme. Toutefois, l'ambiguïté demeure. Le PN ne semble pas avoir d'une vision stratégique à long terme.

Vers une structure mûr'arale?

Premier atavisme du grand compromis, l'ANC a abandonné la règle de la majorité. Quel que soit le résultat des élections, l'ANC a en effet accepté de constituer, avec le PN, un gouvernement d'unité nationale qui dirigerait le pays pendant au moins cinq ans. C'est M. Joe Slovo, président du Parti communiste sud-africain et principal conseiller de M. Mandela, qui a proposé la première cette politique de compromis, justifiant selon lui par le danger que représentait la droite.

D'après l'argumentation au sein de l'ANC, l'objectif était que le gouvernement ait bien fait comprendre ce qui attendrait l'ANC si elle n'acceptait pas de partager le pouvoir. Le pays sera ingouvernable, a déclaré le président De Klerk.

En vertu de cet accord, le gouvernement d'unité nationale comprendra tous les partis ayant obtenu au moins vingt sièges (le Parlement serait composé d'une Assemblée nationale comprenant quatre cents députés et d'un Sénat immigré de cinq fois par région). Dans ce contexte, le soutien au serait confiné dans un rôle largement symbolique. Cet accord serait valable pour cinq ans, mais, dans les couloirs du PN, on estime que le compromis accepté par l'ANC a toute chance de se transformer en fait accompli. Et, de toute façon, les deux pressions qui ont formé l'organisation nationaliste à voter en 1993 pourraient faire renouvelées en 1999.

Deuxième grande victoire du régime, le recul de l'ANC à propos du projet de découpage régional. Le mouvement nationaliste avait depuis toujours soutenu la mise en place d'un Etat unitaire fort pour reconstruire la nation et 121 sociétés sud-africaines, au-delà de la segregation raciale. Récemment encore, la commission de l'ANC responsable de ce dossier maintenait cette position: ((Les régions doivent disposer de certains pouvoirs, mais il faut pas question d'empêcher le gouvernement à central de supprimer les inégalités historiques entre les régions, héritages de l'apartheid)). Au terme de cinquante années d'apartheid, la population est géographiquement ségrégée. Les grandes villes, ainsi que des régions importantes comme Le Cap, sont majoritairement blanches et maillées.

Une forte proportion des Noirs (prQs de la moitiQ en fait) sont confine\$ dans les bantoustans et les wgions rurales. Le d9coupage dlune forique du Sud des rtfzgionv risque de reproduire cette polarisation et ainsi de consacrerle (droib des populations blanches urbaines, de gaer a(leurm affaires, notamment dans Mducation et les services sociaux. Sans pouvoir ni base 9conomique, les mgions paiphaiques, habiws par les Noirs et priv(\$es de Yappui dlun gouvernement central carwment qedistributeum, de-vraient se contenter de gaer la p(\$nurie, la pauvrem, la marginalisation, bref, le statu quo.

Mais, sous la pression, PANC a finale-ment conc9dt\$ que la question du wgiona-lisme devra faire lbbjet dlune entente entre les partis, avant Paection de YAS-sembwe constituante. La daimitati on des pouvoirs, des mandats et des frontieEres des futures provinces sera daidw par les principaux partis en pr9sence,L1ANC et le PN bien sfn' mais aussi le mouvement Inkatha ainsi que par d'autres chefs de bantoustans, qui Mgocieront, sans man-dat, Yavenir de YEtat sud-africain pla-

Négociations
cant ainsi la future Assemblée Que devant le fait accompli. De plus UANC accepte maintenant que de vastes pouvoirs soient dévolus aux Mgcions. Le porte-parole du PN, M. Roelf Meyer, 8 bien vu le tournant, amenant quucnfin les deux parties vafaient sur le point de sbntcndre sur un modde de type f(;d(?raliste)).

En fait, dimanche matin g6 Ainsi, la future Constitution, qui scellera le destin de l'Afrique du Sud aura

% négociation
14 actuellement en présence,
sans tenir compte de leur

Cette situation constitue un (\$n0rme avantage pour le PN et ses alliés. En effet, l'Assemblée qui sera minoritaire par l'ANC, sera largement dominée par une Constitution et une structure f(\$-dtsrale quelle ne pourra pas. Plusieurs militants sont conscients de cette impasse. Ainsi, selon M. Tokyo Sexwale, qui dirige l'ANC dans la région de ((PWV)), (Mgirm centrale de Johannesburg-Pretoria), ((la gouvernance va être en cours. Il s'agit donc de nous donner de notre première base). Cette situation permet aux opposants au ANC de faire un virage en faveur d'une action plus radicale. Alors que la majorité est favorable aux directions des organisations, on constate de plus en plus naale, ANC a été par les forces politiques représentatives. Que, nécessairement doit modifier.

rigé l'importante section de l'ANC qui a été créée par Cyril Ramaphosa, respectivement pressident et secrétaire général de l'ANC. En attendant, les slogans %magogiques gagnent du terrain. Ainsi M'" Winnie Mandela reprenait dans une déclaration publique, à la fin, le slogan de plusieurs jeunes des townships: ((Tuez les Boers!)) Quelques jours plus tard, elle effectuait une réunion politique très importante en 1999 faisant (Hire présidente de la section de l'ANC dans le sud du Transvaal (la plus populeuse région du pays), en démettant des efforts de la direction nationale pour faire passer un autre candidat.

Lorsque l'Assemblée a été élue, la direction et la base du mouvement pour-

rait s'aggraver, surtout si, comme l'affirment des sources proches de la direction de l'ANC, l'organisation nationaliste avait aussi sechtement accepté d'inscrire dans la Constitution des clauses protégeant le droit à la propriété, empêchant ainsi le procédé de nationalisation des propriétés. Cette politique aurait pour effet, entre autres, d'empêcher l'expropriation des terres, maintenant ainsi l'Hmgalim dans la répartition de la propriété terrienne (plus de 75% de la terre appartient aux Blancs).

Enfin, il semble également que M. Mandela aurait accepté le principe même aménageant (végétale), ((universelle et ((totale)). Or les preuves abondent, à la suite des diverses commissions d'enquête, de l'implication de responsables haut placés dans les assassinats et les attentats terroristes qui ont commencé à plusieurs centaines de militants des mouvements de lutte contre l'apartheid dans les années 70-80. Avec l'amnistie, ces responsables (%chapperaien)at toutes pour suite judiciaire.

Le calcul de M. Mandela et de ses principaux conseillers est que l'organisation n'a pas d'autre choix que de continuer

Neigociations

dans cette voie. Certains estiment que les 4(faucons)) au sein du Parti national pourraient revenir au pouvoir, et m?eme slallier 51a droite ((durem pour tenter un retour en arritEre. Ce qui expliquerait, selon M. Mohammad Valli, conseiller de M. Mandela et Pun des principaux mSgo- ciateurs de PANC, les h5sitations et les contradictions du gouvemement dans le processus de transition.

Clest sur cette toile de fond que va bient6t sengager la campagne eilectorale.

Les matw estiment que la majoriw du vote blanc leur est acquise, en d5pit de r5cents sondages indiquant une chute de populari. La grogne des Blancs se manifeste en effet par Paugmentation du camp des ((ind5cism mais, lorsque Vien- dra le moment des 5lections, les strawges du PN comptent sur le fait que les Blancs voteront utile pour faire bloc contre YANC.

Plus spectaculaire encore est Yappui ap- parent que regoit le PN de la part des mais et des Indiens. Ainsi, un sondage r6alisz\$ en mai cmditait le PN de plus de 74% des intentions de vote des mais du Cap, ouils constituent 57 % de Yaectorat.

A MitchelPs Plain, une immense ban- lieue-dortoirpeupwe de mais a 95%(deux cent mille habitants), L1ANC compte sur quelques poches de partisans alors que le PN se vante d1une section locale de plus de dix mille membres.

En revanche, en d5pit dlefforts mmws, les mats) ne wussissent pas a mordre sur Nlectorat noir. (vLes symboles de Papartheid sont encore trop re'centsm ex- plique M. Steven Friedman. Evidem- ment, dest PAN C qui se voit cmditc? dime majoriw de votes noirs (les sondages les plus favorables lui accordent 73 % des intentions de vote).

Cependant, le vote noir risque de ne pas Mre suffisant pour dormer a l'AN C la majorim n5cessaire pour slimposer.Ainsi, pour emporter 60 % de la totaliw des votes, le parti de M. Mandela se doit de capter plus de 85 % des voix des 14,5 millions dt'decteurs noirs potentiels, un objectif qui, estime-t-on a la direction de Porganisation, est carmmment irwaliste.

Ce n'est pas tellement que le vote noir se portera sur d'autres formations

(Ulnkatha est, au mieux, cmdiw de 7,5% des votes a Mchelon national et le Con- grQs panafricain (PAC), qui mise sur le m5contentement des jeunes a 1'6.gard de YANC, plafonne a 4 % on 5 % des inten- tions de vote). Pour Yorganisation natio- naliste, le danger vient plut6t d'un d5sin- mer pour la chose politique et d'un scep- ticisme croissant de la population quant A la capaciw de PAN C de mener l'Afrique du Sud sur le chemin de la d5mocratie.

((Notre grand d5fi sera db/firmer le vote noi, assure M. Mohammed Valli. Le proleme sera dhutant plus redoutable que PANC se retrouve, a la veille de Yaection, dans une situation de quasi banqueroute financiQreg.

Les strateges du PN espwent un wsultat (Sectoral partaga Conwdant dlavance a YANC une courte majon'w des voix (de 50% a 55%), ils misent sur un score d1au moins 25 % pour leur part1, ce qui, avec rapport des voix des autres formations, et dans le contexte d1une Constitution dea Iimitative (celle-ci ne pourra Qtre modifwe a moins d1un vote de 66% des (zlus) imposerait au prochain emcutif de gouvemer avec le PN. (vNous deurons neicessairement gouverner le pays sur la base dim consensus entre les grands acteurs nationauaw, d5clarait il y a quelques mois le pwsident De Klerkm.

En fait, beaucoup s'interrogent sur ce grand compromis qui semble in6,vitable dans la phase actuelle. Pour M. Mike Morris, de Puniversiw du Natal, le danger est grand, non seulement de permettre le statut quo, mais de pwcipiter le pays vers de nouvelles crises: tvL 11apartheid avait racialement divis5 VAfriq ue d u S ud en ((deux nationsm Dune, blanche, qui faisait partie du systizme en quelque sorte, Fautre, noire, qui en (?tai exclue. Ce modiele, on le sait, est condamne'. Mais de puissantes forces aortamiques et politiques skmploient d reproduire cette socie'tei d deux e'tages, qui profiterait aux uns et marginaliserait les autres. C 123! la sociae' d 50 %! La ligne de fracture entre les deux groupes ne sera plus simplement raciale, comme par Ie passa Mais les effets n,en serontpas mains d5sastreuxnw I

Source: Le Monde Diplomatique, septembre 1993

1 Respectivement, chercheur au Centre d'information et de documentation sur le Mozambique et l'Afrique australe (Montreal) et journalism 3 Work-in-Progress matique, septembne 1993.

2 Nelson Mandela, 1 Address to the Natiom, Le Cap, 11 f5vrer 1990.

3 VryeWeekblad, LeCap, 29mai 1 5 et Leon Geldenhuys, deux politologues tws proches du PN, dans Polilkon, Pretoria, v01 19, nol, daembre 1991

5 Joe Slovo, 1(Negotiations: what room for 5 Chris Louw, ((How the NP will hang on to power); Weekly Mail, Johannesburg, 10 juin 1993.

" Thozamile Botha, (vFederalism versus Unitarism", African Communist, d63partement des gouvemements Iocaux au sein de YANC

5 Cape Times, Le Cap, 21juin 1993.

9 Mn" Mandela avait danissionm? du comiw emcutif de PAN C en septembre demier, a reau du procureur 35115131 du Witwatersrand, le gouvemement envisage de porter de nouvelles accusations contre l'ex-6pouse de M. Nelson Mandela, qu'il soupconne de complicitw dans Yenlbvement 10 1(On eve of election drive, ANC finds its coffers are empty), Souhscan, Londres, 2 juillet 1 993.

11 Chris Louw art. cit.

12 Mike Morris, ((Side stepping the 50% solution (Johannesburg).

Cet article a para dans Le Monde Diplomatique, mars 1993.

1 Voir Article de Hennie Kotze, compromis?), African Communist, Johannesburg, troisième trimestre 1992. Johannesburg, premier trimestre 1993. M. Thozamile Botha est responsable du la suite de sa condamnation pour ségrégation et coups et blessures. Selon le budget et la disparition de deux jeunes de Soweto, en novembre 1988.

tiom, Work-in-Progress, Johannesburg, mars 1993.

Violences

Ue'fau de la violence

La violence atteint maintenant des sommets ineigaMs. Un peu partout, les tueries sont quotidiennes selon un schc\$ma plus 011 moins (?tabli. Des hommes lourdement arma, dans des Whicules non identific\$, pemeEtrent dans une ciw noire, gt\$m\$ralement la nuit, ouvrant le feu sur tout ce qui bouge. La police survient sur les lieux, le plus souvent longtemps apms les incidents. Les coupables ne sont presque jamais arrMAS, en do\$pit des nombreuses et courageuses commissions d'en-une, comme celle pr(\$sid& par le juge Goldstone.

Violence directe de YEtat, perpanfze par les forces de se\$curitc\$; violence plus disperwe de Yextrfame droite, hautement militarime; actions engageixes par divers mouvements politiques noirs, notamment PANC et le parti Inkatha, bref, le pMno-m&ne est multiple, Dhutant que cette violence :(politiquw se couple a une violence sociale et &conomique, notamment dans les townships 011 la crise shaggrave. Ainsi, le taux de chbmage officiel d passe maintenant 55 % de la population active noire et frappe surtout les jeunes, proies facilement manipulables des bandes qui stent la terreur dans les ghettos.

Parmi les principaux responsables ac-tuels de la violence, il convient de mettre au premier plan certains %ments des forces de sauriw (arm% et police). La commission Goldstone, mise en place par le gouvernement Pan demier, a MWM

Pampleur de l,implication de plusieurs officiers haut grada de Varm%, notamment le lieutenant gawral Witkop Badenhorst, ex-chef duat-major du ser-vice de mums de Yarma. Il reste cepen-dant a savoir si ces \$15,ments fonction-nent dhpms des instructions venues dbn haut ou si, au contraire, ils relevent de la mouvance d'extreime droite.

Le camp des mums), constitue un autre facteur-cw. Celui-ci cherche a se regrou-per, notamment sous LQ-(zgide de Pex-com-mandant en chef de Yarmz\$e sud-afri-caine, le gawml Constand Viljoen. Il inclut le mouvement m\$onazi Afrikaner Weerstandsbewegin (AWB), une organi-sation qui compte plusieurs milliers d,hommes en armes. Ce sont d ailleurs des militants JAWB qui ont envahi le Centre des congr?:s oh aaient Munis, en juin dernier, les repmsentants des divers partis politiques en train de nt\$gocier Yavenir du pays.

Du 06m des Noirs, plusieurs organisa-tions politiques sont impliqu&s Selon diverses enquafates inhpendantes, ce sont les forces paramilitaires du mouvement Inkatha qui sont a la source de la plupart des incidents. Les victimes des tueries sont, trks majoritairement, des partisans de YANC. L,lnkatha recrute surtout parmi les travailleurs migrants habitant les hostels, sortes de dortoirs sordides plan-tAs au caeur de la plupart des townships

Cette population des hostels, très souvent mal accueillie par le reste des habitants des townships, provient en bonne partie des régions rurales du Natal et est facilement manipulable par les agents armés de l'Inkatha.

Des militants de l'ANC sont aussi partie prenante dans plusieurs régions, des groupes de jeunes vaguement identifiés au mouvement de M. Mandela ayant la guerre contre ce qu'ils perçoivent comme l'ennemi dest-à-dire tous ceux qui apposent à eux. Certains de ces agents, avec l'appui d'un nombre restreint mais efficace d'anciens combattants, vont jusqu'à apposer aux directions locales de l'ANC, jugées trop molles à leurs yeux, quelquefois avec l'appui de (dissidents), vedettes, tels Winnie Mandela et Harry Gwala (chef de l'ANC dans la région centrale du Natal). Notons enfin la participation à des attentats contre des civils de certains (agents de l'APLA, la branche armée du Pan Africanist Congress (PAC), une organisation nationaliste qui essaie d'exploiter le sentiment de frustration qui se manifeste au sein des partisans de l'ANC.

Mais il existe aussi des bandes armées qui, pour la plupart, ne se déclarent pas ouvrières ou projet politique. Ce sont les tsotsis, les jeunes bandits des townships qui, dans le chaos actuel, n'ont aucune difficulté à recruter parmi les adolescents déclassés, à la périphérie des bandes de Los Angeles. Faciles à intimider ou à acheter, les tsotsis commettent des actes de violence pour le compte de quiconque ayant la capacité de payer.

Face à une telle situation, les populations sont totalement démunies, de famine que les autorités municipales. Les 6% de l'ensemble sains parmi les forces de police sont aussi largement neutralisés. La solution ne peut venir que d'en haut, d'une action concernant de la part des acteurs principaux: l'Etat, l'ANC et l'Inkatha.

Source: Le Monde Diplomatique, septembre 1993

À découper et à renvoyer au MAAS:
O recevoir des informations: Quid d'après
O s'abonner au journal (uniquement valable pour les non membres): 6 francs/an:
Fr. 12.-; abonnement de soutien Fr. 20.-
O devenir membre du MAAS. Cotisations:
4 francs. app. AVS : Fr. 30.-, autres Fr. 50,-
soutien: Fr. 100.- (L'abonnement au journal est compris dans la cotisation)

J'offre mes services pour:

O dormir des "coups de main" occasionnels au secretariat du MAAS (Genève)
O des traductions: ANG-FR / ALL-FR
(souligner où qui convient)

O taper des textes sur traitement de texte (Macintosh ou PC)

O Nom, Prénom:

O N°, Ville:

O (éventuellement de la..):